

La réélection du président burundais Pierre Nkurunziza : un quasi référendum

RFI, 01 juillet 2010 Avec notre envoyé spécial à Bujumbura, Sébastien Nemeth Seul en lice, le président sortant Pierre Nkurunziza a été élu pour un second mandat avec 91,62 % des voix lors de la présidentielle du 28 juin au Burundi, une élection boycottée par l'opposition et qui laisse craindre de difficiles lendemains pour les Burundais. Cette présidentielle était censée constituer le moment test d'une série de scrutins prévus tout au long de l'année afin d'ancrer la paix encore très fragile dans cette ancienne colonie belge. La présidentielle du 28 juin 2010 au Burundi, point d'orgues d'un marathon électoral qui devait asseoir la paix dans ce pays n'a pas cessé sur ce problème.

Malgré le taux de participation plutôt flatteur, 77%, le retrait de tous les candidats de l'opposition après la contestation des résultats des communales a fait tout enjeu électoral à un scrutin devenu quasiment un référendum pour ou contre le président sortant, Pierre Nkurunziza. Et ce, d'autant que le pouvoir a interdit toute campagne contre le candidat unique ou a fortement limité les libertés de réunion et d'expression. Du coup, c'est la vague de violence qui frappe le Burundi depuis plus de deux semaines et qui a fait au moins 12 morts et 70 blessés, qui est désormais au centre des préoccupations. Malgré le calme qui a prévalu au cours de la présidentielle de lundi dernier, et qui a été salué par tout le monde, les attaques à la grenade et autres assassinats se sont poursuivis faisant craindre le retour de la violence dans ce pays. Le grand problème, la Mission d'observation électorale de l'Union européenne a regretté à cause du manque de volonté de s'engager dans la voie du dialogue au Burundi. Les deux camps ne ferment pas la porte au dialogue. Victoire dans un fauteuil pour le président Nkurunziza. De plus, malgré l'appel au boycott de l'opposition, la participation a franchi les 80%. Enfin la Mission d'observation de l'Union européenne a déclaré un scrutin calme et estimé que les Burundais ont pu exercer leur droit de vote malgré le contexte tendu. Pour Jérémie Ndayishimiye, président du parti au pouvoir, CNDD-FDD : « C'est vraiment un sentiment de satisfaction. Le peuple burundais a répondu favorablement et a rendu la pareille à ce que le président de la République a fait pour eux pendant ces cinq ans. Le taux de participation est assez élevé, c'était à sa hauteur d'ailleurs qui nous intéressait le plus. Ce qui est aussi bien, c'est que tous ceux qui ont voté en faveur du candidat. » Mais selon Léonard Nyangoma, porte-parole de la coalition d'opposition, le vote n'est pas libre. Il a déclaré : « C'est un non-votement, il y a eu une farce électorale. Il n'y a pas eu d'élection parce qu'il n'y a pas eu de candidat. Une élection illégale et anticonstitutionnelle ne sera pas du tout valide et reconnue par l'opposition démocratique. Nous avons fait des recherches sur la nouvelle loi électorale, on ne nous dit rien sur les modalités d'élection dans le cas d'une candidature unique. » Pourtant les deux camps ne se disent pas contre le dialogue. Jérémie Ndayishimiye affirme qu'il se fera dans le cadre habituel du forum des partis, Léonard Nyangoma pour sa part réclame un cadre spécial. Selon lui « le pouvoir a déjà cliné plusieurs propositions de discussions ».